



LES CHEMINOTS

En légitime défense !

Le Président de la République vient d'annoncer un nouveau plan de rigueur pour le peuple Français. TVA antisociale, flexibilité, précarité et casse des 35h etc. vont encore détériorer un peu plus les conditions de vie et de travail des salariés du public et du privé. Cette politique, menée au pas de charge depuis 5 ans, sert l'intérêt des plus aisés, déstructure le tissu économique et l'emploi industriel, casse le système social et les services publics. Ces choix qui tournent le dos à l'intérêt général suscitent de plus en plus de mécontentement et de mobilisation dans les entreprises. Au-delà de la France et de son Gouvernement, l'ensemble des Gouvernements des pays Européens, au nom de la crise, mènent une politique libérale au service du capital. C'est donc avec beaucoup d'intérêt que la CGT accueille l'annonce d'une journée européenne d'action organisée par la Confédération Européenne des Syndicats (la CES), le 29 février 2012. Cette action doit permettre de combattre les mauvais coups annoncés et d'exiger des mesures permettant d'améliorer les conditions sociales, de créer des emplois industriels. L'augmentation générale des salaires et une autre répartition des richesses restent les deux leviers principaux pour atteindre cet objectif.



La SNCF et les cheminots attaqués

Les annonces faites le 15 décembre 2011, dans le cadre des assises du ferroviaire dont les conclusions étaient écrites dès leur lancement, marquent la volonté du Gouvernement d'accélérer les mauvais coups contre l'entreprise publique SNCF et les cheminots.

Après plusieurs mois de discussions entre experts dits qualifiés, les préconisations ne répondent en rien aux problèmes dont souffre le service public ferroviaire et avalisent comme seule perspective le développement de l'ouverture à la concurrence au voyageurs avec pour objectifs et conséquences :

- Le démantèlement de la SNCF à court terme avec l'éclatement de l'entreprise publique SNCF soit vers RFF, soit sous la forme d'un Groupe composé de filiales de droits privés autonomes et indépendantes ;
- La casse du statut des cheminots et de la réglementation du travail (RH0077) ;
- L'extinction du régime spécial de retraite et de prévoyance ;
- L'avenir de plus de 11 200 km de lignes et l'unicité du réseau menacés.

C'est une casse sans précédent du service public SNCF, voyageurs et marchandises qui se dessine derrière ces annonces. Les libéraux Français s'appuient sur les orientations des technocrates de Bruxelles.

La Direction de la SNCF accompagne et souvent devance ces orientations politiques gouvernementales et européennes. La construction d'une holding et d'un cadre social harmonisé travaillé par le Président PEPY annonce ni plus ni moins que la casse de l'entreprise intégrée et du statut des cheminots. C'est encore le modèle antisocial Allemand qui lui sert de boussole.



La messe n'est pas dite !

La CGT travaille une autre voie avec ses États Généraux du Service Public Ferroviaire. Elle en appelle à la mobilisation des cheminots, des usagers, des populations, des élus pour construire sur l'ensemble du territoire un véritable service public SNCF voyageurs et marchandises. La concurrence est un mauvais choix qui tourne le dos à l'intérêt général. La situation du Fret où la part transportée par le rail est passée de 17% à 12%, en est une démonstration criante.



Revoir le budget 2012 de la SNCF : UNE URGENCE

SUR L'EMPLOI, après la destruction de 12 000 emplois depuis 2007, la Direction annonce de nouveau la suppression de 1500 emplois. Ça suffit, la CGT exige l'arrêt de cette politique et le recrutement d'emplois à statut supplémentaires pour :

- ✓ Améliorer l'organisation de la production et les conditions de travail des cheminots ;
- ✓ Réintégrer dans l'EPIC un certain nombre d'activités comme la Direction s'y était engagée en 2009 ;
- ✓ Recruter au statut alors que la Direction aujourd'hui embauche de plus en plus de CDD – CDI – Alternants – Intérim etc.

La Direction de la SNCF, face à la pression de notre Fédération dans le cadre du dépôt d'une DCI, annonce la tenue d'une Table Ronde Nationale sur ce sujet. Cette réunion importante doit s'appuyer sur la pression et la mobilisation des cheminots.

SUR LES SALAIRES : où sont les signataires de l'accord 2011
(Direction – UNSA – CFDT) ?

En tout et pour tout, la Direction annonce une prime dans les prochaines semaines. Et pourtant, la situation est catastrophique.

- ➔ 0,9% d'augmentation générale en 2011 pour 2,5% d'inflation. Cette perte de pouvoir d'achat se rajoute aux 20% perdus depuis 1982. Ce manque à gagner représente en moyenne l'équivalent de 300 € par mois.
- ➔ Le salaire minimum à la SNCF est passé de 4€ en dessous du SMIC au 1^{er} janvier 2012.

Et pendant ce temps là, les prix des produits de première nécessité explosent, les tarifs SNCF augmentent de 3,6%, les loyers SNCF de 1,7%, les autoroutes entre 2 et 2,5%, le gaz, l'électricité et tout cela en ce début d'année.

Il y a urgence à ouvrir des négociations salariales à la SNCF et de prendre des mesures d'augmentation générale des salaires conséquentes pour pallier à cette situation.



La CGT construit une action de grève unitaire tous services pour changer la donne.

Le CCN de la CGT des 1^{er} et 02 février appelle les salariés à décider de la grève sur leur lieu de travail et à participer aux manifestations le 29 février 2012.

La CGT va rencontrer massivement les cheminots dans la semaine du 06 au 10 février, pour échanger sur cette situation et sur la nécessité de se mobiliser.

Dans la foulée, elle proposera aux autres Fédérations Syndicales d'appeler les cheminots à agir par la grève le 29 février avec l'ensemble des salariés de France et en Europe.